

## ECONOMIE GENERALE

### « RELANCE ECONOMIQUE ET EQUILIBRE EXTERNE »

#### *Introduction*

1. Evoquer le cas de la France, années 1980 : échec relance + déséquilibre extérieur + inflation, d'où l'obligation de mener des politiques de rigueur de désinflation et de réduction du déficit extérieur. Absence de relance économique. Quinze ans de lutte contre l'inflation ont modifié la situation économique de la France, on peut désormais examiner le lien entre relance économique et équilibre extérieur.

2. Relance économique : elle est politique, conjoncturelle, inspiration de J.M. KEYNES pour stimuler la demande globale afin de retrouver croissance et plein-emploi. Quid de la politique de l'offre ? Equilibre extérieur : *Balance des Paiements* (BP), soldé en comptabilité. S'intéresser à la *Balance des Transactions Courantes* (BTC) et à la *Balance des Capitaux* (BC).

3. Dans quelle mesure et par quels mécanismes une politique de relance économique influence-t-elle l'équilibre extérieur ? Les effets ont été constatés négatifs, peut-on envisager des effets positifs, que ce soit sur le solde courant ou global de la BP, ou sur l'endettement du pays ? La recherche de l'équilibre extérieur condamne-t-elle toute relance ?

S'il semble que relance économique et équilibre extérieur soient de plus en plus incompatibles dans un univers économique de plus en plus ouvert, l'histoire nous enseigne qu'il existe des moyens de les rendre compatible.

4. Nous verrons que s'il existe une contradiction croissante entre politique de relance et équilibre extérieur, il faut reconnaître l'existence de voies permettant de mettre en adéquation relance économique et équilibre extérieur.

## **I- S'il existe une contradiction croissante entre politique de relance et équilibre externe...**

### ***1- Une relance économique entraîne un déséquilibre externe...***

1. Mondialisation : les effets d'une politique de relance nationale sont modifiés : diminution de la réaction sur l'emploi et sur la production et hausse du déséquilibre intérieur et extérieur, surtout pour la France, très intégrée dans le commerce mondial (deux exemples) :

1975 : J. CHIRAC : relance, solde BC : -19 milliards de FRF + inflation.

1982 : P. MAUROY : déficit budgétaire (95 milliards de FRF), d'où déficit courant. A la suite, plan de rigueur et dévaluations. L'ouverture croissante est un handicap pour relancer la demande à cause de la hausse des importations, frein au multiplicateur surtout si l'offre nationale est moins compétitive. Une relance engendre donc de l'inflation, donc une perte de compétitivité.

2. Il semble donc que la recherche de l'équilibre externe interdit toute tentative de relance économique. Cf. cas de la RFA de 1970 à 1989 : politique monétaire restrictive, d'où force du mark et stabilité des prix et donc équilibre de la BP. A cela s'ajoutait une politique budgétaire encadrée pour limiter le déficit public, accompagné d'une rigueur salariale.

Ce fut la politique de la France de 1985 à 1992.

### ***2- ...Constat validé par la théorie économique***

1. R. MUNDELL et M. FLEMING : voir le schéma *IS-LM en économie ouverte* : ensemble des combinaisons Revenu/Taux d'intérêt qui équilibrent la BP.

Les effets des politiques budgétaire et monétaire sont différents selon le régime de change.

*En changes fixes* : - Toute politique monétaire entraîne un déficit de la BC (baisse des taux d'intérêt) et un déficit commercial (hausse du revenu donc hausse des importations) ;

- Toute politique budgétaire entraîne un déficit commercial (hausse des importations) mais compensé par les entrées de capitaux (hausse des taux d'intérêt) s'il existe une forte mobilité des capitaux.

*En changes flexibles* : - Toute politique budgétaire entraîne un afflux de capitaux (hausse du taux de change), ce qui dégrade la compétitivité et annule l'effet attendu ;

- Toute politique monétaire permet d'améliorer la compétitivité (baisse du taux de change) ce qui augmente le revenu national mais détériore la BC (fuite des capitaux car baisse des taux d'intérêt). Par conséquent, en changes fixes avec mobilité des capitaux, cas de l'Europe, il faut adopter un « mix policy » : une politique budgétaire expansionniste pour restaurer l'équilibre interne et une politique monétaire restrictive pour éviter le déséquilibre externe.

2. Depuis les années 1970, avec le renouveau libéral, la théorie a reproché à R. MUNDELL une vision à court terme, sous hypothèse de prix fixes, et d'ignorer les anticipations.

Limite au soutien de la demande intérieur : il faut prendre en compte la propension à importer qui vient freiner le multiplicateur, augmente les prix nationaux, d'où une perte de compétitivité et un déséquilibre extérieur. Toute politique de relance entraînera de l'inflation bien avant d'avoir des effets positifs sur l'emploi ainsi qu'un déficit commercial courant et des effets d'éviction interne par les taux d'intérêt dus au financement du déficit. Ainsi, à capacité d'autofinancement privée inchangée, toute dépense publique supplémentaire s'accompagnera d'un déficit extérieur équivalent et donc une augmentation de l'endettement de l'Etat.

## **II-...Il faut néanmoins reconnaître l'existence de voies permettant de mettre en adéquation relance économique et équilibre externe.**

### ***1- Des tentatives de relances protégées ou aménagées***

1. Le poids croissant de la contrainte externe, dans un contexte de crise et de chômage, a incité au protectionnisme. Ce fut le cas de l'Allemagne nazie et des Etats-Unis de F.D. ROOSEVELT dans les années 1930, puis sous une forme atténuée, la politique étasunienne des années 1970-71. A court terme, la protection permet de diminuer les importations, d'améliorer le solde commercial et permet le développement des secteurs auparavant très exposés à la concurrence mondiale, mais à moyen terme, les effets pervers (baisse de compétitivité, mesures de rétorsion des pays partenaires, baisse de la pression concurrentielle...) annulent les effets précédents. Selon R. MUNDELL, toute relance budgétaire doit s'accompagner d'une rigueur monétaire pour préserver l'équilibre externe. Ce fut la politique de R. REAGAN de 1982 à 1986. Si à court terme, les effets ont été bénéfiques sur l'emploi et la croissance grâce au financement externe (taux d'intérêt élevés et hégémonie du dollar), à moyen terme des effets pervers sont apparus, puisque le solde commercial s'est dégradé (offre nationale peu compétitive), accompagné d'une baisse de confiance dans le dollar. La condition de réussite ? Une entrée massive de capitaux pour atténuer l'effet d'éviction par les taux d'intérêt, une offre nationale compétitive pour que le surcroît de croissance profite à l'offre nationale, c'est le but...

2. Dans les années 1990, les Etats-Unis ont adopté une politique monétaire plus expansive, stable et prévisible, ainsi qu'une plus grande rigueur budgétaire, ce qui a permis de diminuer le besoin de financement des administrations, obtenir une croissance sans inflation qui a amené au plein-emploi. Seul problème : un endettement extérieur énorme lié à la croissance de l'endettement extérieur privé.

## ***2- De l'ajustement à la coordination***

1. Puisqu'il paraît difficile d'obtenir une relance de la demande sans effets indésirables sur la situation macro-économique du pays, on peut alors envisager une relance de l'offre !

Favoriser l'offre ne donne pas de résultats à court terme mais permet d'envisager une croissance à moyen terme dans des conditions saines d'équilibre extérieur.

Il s'agit par exemple de favoriser la rentabilité des entreprises par la maîtrise des coûts, encourager un fonctionnement efficient des marchés (privatisations, fin des monopoles, développer la flexibilité des facteurs...) pour améliorer la compétitivité interne et externe et donc augmenter à terme le revenu national. Ce sont ici des politiques d'ajustement structurel, cas de l'Europe unifiée. Problème : coût social élevé, car à court terme, toute croissance est freinée, voire bloquée, mais l'équilibre externe est atteint...

2. L'asymétrie entre les économies nationales mène au fait que la relance d'un seul ne produit que son déséquilibre externe. Une non-coordination des politiques économiques aboutit à une politique de rigueur pour tous en espérant profiter de la relance de l'autre (éviter les comportements de « passager clandestin »), ce qui conduit nécessairement à des situations sous-optimales. Les Etats-Unis hésitent à entamer une politique de rigueur pour combattre leur déficit, ce qui de plus aboutirait à une récession mondiale très importante (« debt-recession »)<sup>6</sup>; d'un autre côté, le Japon et l'Allemagne hésitent à promouvoir une relance par peur d'aboutir aux effets néfastes connus par le passé. Il faut donc une coordination mondiale, non trouvée aujourd'hui au sein du G7. Il faut trouver les moyens d'une relance mondiale concertée qui aura des effets forts sur la production et les échanges mondiaux. Problème : quelle échelle spatiale pertinente ? Mondiale ? L'Union Européenne ?

## ***Conclusion***

1. Economies mondialisées : relance et équilibre externe sont contradictoires. Quelles que soient les modalités de relance de la demande, globale/partielle, protégée/ouverte, en changes fixes ou flexibles, elle aboutira à un solde courant négatif et à une détérioration de la BC, voire d'un endettement externe critique. La seule manière de concilier relance et équilibre externe est de lancer une action concertée à l'échelle européenne ou mondiale.

2. Mais cette coordination et a fortiori une intégration économique comme l'envisage l'UE pose des questions essentielles : à quel niveau ? Selon quelles modalités ? Comment éviter les effets récessifs sur les économies les plus faibles, les effets de passager clandestin ? Quel degré de supranationalité sommes-nous prêts à accepter ?